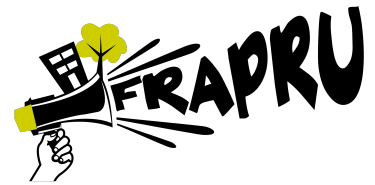




Association des groupes de  
ressources techniques du Québec



REGROUPEMENT DES OFFICES  
D'HABITATION DU QUÉBEC



**COMMUNIQUÉ**

**EMBARGO** jusqu'au 4 novembre 2019 10h30

## MANQUE DE LOGEMENTS SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES : DES MESURES FORTES RÉCLAMÉES

**Québec, le 4 novembre 2019** – Une coalition regroupant l'Association des groupes de ressources techniques du Québec, la Confédération des coopératives d'habitation du Québec, le Front d'action population en réaménagement urbain (FRAPRU), le Regroupement des offices d'habitation du Québec ainsi que le Réseau québécois des OSBL d'habitation, s'est exprimée d'une seule voix ce matin pour réclamer des actions à la hauteur des défis en matière de logement. « À son arrivée en fonction, le gouvernement a démontré sa volonté de concrétiser les projets de logements sociaux déjà prévus, mais qui n'ont pas été réalisés en raison d'un manque de financement public. Nous lui demandons aujourd'hui de faire un pas de plus et de mettre en place un financement réellement adéquat et durable pour le développement du logement social au Québec », a appelé la coalition d'organismes.

### **DES ACTIONS CONCRÈTES SONT REQUISES POUR RÉPONDRE AUX BESOINS**

Selon les données de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), le taux d'inoccupation est en baisse dans la plupart des centres urbains du Québec. Le taux général pour la province est de 2,3 %, donc sous la barre du 3 % d'équilibre.

À Montréal, selon les plus récentes prévisions de la SCHL publiées il y a une semaine dans les *Perspectives du marché de l'habitation*, le taux d'inoccupation serait à 1,4 % en octobre et continuera de baisser en 2020 et 2021 pour atteindre 1,3 %. À Gatineau, le taux d'inoccupation serait à 0,5 % pour le mois d'octobre, et à Québec à 2,5 %. Dans les deux cas, la SCHL prévoit que le taux d'inoccupation restera sous les 3 % pour les deux prochaines années. Ces prévisions laissent entrevoir d'autres hausses de loyers et une réduction accrue de l'accès au logement pour les ménages à faible et modeste revenu.

Rappelons qu'au Québec, plus du tiers des ménages locataires, soit 457 630 foyers, dépensent déjà plus de 30 % de leur revenu pour se loger. Parmi eux, 195 610 doivent consacrer plus de 50 % du revenu au logement, diminuant de manière importante leur capacité à répondre à d'autres besoins fondamentaux. Les mères monoparentales, les autochtones et les personnes âgées sont parmi les populations les plus touchées par cette réalité. Pour les personnes âgées, c'est aussi la stabilité résidentielle qui est menacée, alors que nombre d'entre elles risquent d'être déracinées de leur communauté faute de logement abordable et sécuritaire.

## **POUR EN FINIR AVEC UN DÉVELOPPEMENT AU COMPTE-GOUTTES**

L'ampleur des besoins exige des mesures fortes. Malheureusement, la construction de logements sociaux et communautaires est à son plus bas depuis 20 ans, avec seulement 835 nouveaux logements créés en 2018 en raison du manque de financement public.

Il est donc grand temps de rattraper le terrain perdu ces dernières années et de réaliser un véritable chantier de logements sociaux et communautaires afin que tous et toutes puissent avoir accès à un toit convenable et stable. La coalition d'organismes réclame ainsi :

- un **financement adéquat du programme AccèsLogis par le gouvernement du Québec, correspondant à 50 % des coûts réels de réalisation** des projets de logement, tel que prévu dans les normes du programme, et ce autant pour les projets en cours de réalisation dont le financement reste encore insuffisant pour se concrétiser, que pour les prochains logements qui seront développés;
- la construction **d'au moins 5 000 nouveaux logements par année au cours des cinq prochaines années.**

## **UN CONTEXTE FAVORABLE**

Avec des surplus de 4,43 milliards énoncés par le Gouvernement du Québec lors du dernier exercice financier, les regroupements d'organismes dédiés au logement social et communautaire sont d'avis que le contexte est propice à des investissements majeurs, d'autant plus que les municipalités et les organismes sur le terrain sont déjà mobilisés et en attente de financement pour réaliser des projets. De l'argent neuf du fédéral est aussi attendu, permettant à Québec d'en faire encore davantage.

Les organismes du secteur du logement social et communautaire tendent la main au gouvernement pour mettre en œuvre ce chantier rapidement. Un travail concerté, efficace et axé sur les résultats est la clé pour atteindre nos objectifs, et ce au bénéfice des dizaines de milliers de Québécois et Québécoises qui peinent à se loger décentement.

-30-

## **Renseignements et demandes d'entrevues :**

Violaine Ouellette, Association des groupes de ressources techniques du Québec :  
(514) 605-7877

Véronique Laflamme, Front d'action population en réaménagement urbain (FRAPRU) :  
418 956-3403

Claude Rioux, Réseau québécois des OSBL d'habitation :  
514 523-6928

Alexandra Lenoir, Regroupement des offices d'habitation du Québec :  
418-527-6228